

LA RESOLUTION DU CONGRES 2016

Une vision partagée de l'avenir à bâtir

Nous, Tavana, nous voulons partager la vision de l'avenir à bâtir.

Confrontés à une économie toujours en difficulté, nous sommes malheureusement les premiers témoins de la détresse de nos habitants en situation de fragilité sociale et à la recherche d'un emploi.

Face à une jeunesse de plus en plus désœuvrée et d'entreprises tributaires d'une économie morose, nous ne sommes pas de trop tous autant que nous sommes : Pays, Etat, communes, société civile.

Lors de son discours d'ouverture, notre Haut-commissaire, a rappelé l'importance de la stabilité. Dès 2011, lors du Congrès des communes qui s'est tenu à TEVA I UTA, nous avons déjà affirmé que les communes constituaient un pôle de stabilité.

Non pas une stabilité politique, mais une stabilité dans le service au citoyen, dans l'accueil des plus démunis, dans la recherche de solutions au quotidien mais aussi pour demain.

Nous orientons chaque jour nos actions, nous les Tavana, avec nos équipes et nos techniciens municipaux pour offrir un environnement propice et favorable à l'émergence d'une dynamique économique bénéficiant au secteur privé et surtout à nos populations.

Comment nous percevons-nous aujourd'hui, nous, les communes ?

- Des communes qui gagnent en maturité et en compétence dans la gestion des affaires de la Cité,
- Des élus engagés avec leur conviction et leur courage,
- Une conscience que des marges de progrès sont encore à réaliser dans nos compétences propres, même si nous y travaillons tous.

Aujourd'hui, cette évolution communale semble être reconnue :

- **OUI**, la commune est un partenaire incontournable, **nous dit-on**,
- **OUI**, la commune est légitime dans le domaine du développement économique, **nous dit-on encore**,
- **OUI**, les outils pour exercer pleinement ces compétences existent déjà, **nous dit-on enfin**.

Mais alors

- **Pourquoi** apprenons-nous les projets par voie de presse ?
- **Pourquoi** un transfert de compétences pour les communautés de communes au goutte à goutte ?
- **Pourquoi** ce sentiment que nos partenaires ne nous pensent pas à la hauteur ?
- **Pourquoi** cette impression d'opportunisme de la part du Pays ?
- **Pourquoi** être associés in extremis aux grands débats de notre avenir ?
- **Pourquoi** ce sentiment permanent de manque de considération ?
- **Pourquoi** serions-nous réduits aux seuls rôles d'aiguilleur et de guichet ?

TAAHOA !

Pau te fiu, taahoa roa !

Entendez ce TAAHOA qui s'élève du fond des cinq archipels !

Un appel qui pourrait séparer (TAA) des amis (HOA) s'il ne trouvait pas écho.

Pour nous les communes, il est tout à fait légitime que le Pays exerce son pouvoir de décision en matière de projet de société, tout comme nous estimons légitime et indispensable que les communes puissent participer au travail d'élaboration de ce projet.

Aujourd'hui, nous demandons donc à ce qui d'ici trois mois, au plus haut niveau du Pays et des communes, soit décidées les modalités de ce travail qui permettra de définir la vision partagée de l'avenir à bâtir.

Qu'il n'y ait pas de malentendu ! Derrière cette demande, il y a deux éléments fondamentaux :

- Tout d'abord, la reconnaissance de la capacité des communes à agir en autonomie, dans des limites à définir avec le Pays,
- Ensuite, que les communes ne soient plus considérées comme un partenaire avec qui on travaille au coup par coup mais comme un véritable partenaire présent dès le début des processus.